

DE L'OUVERTURE D'UNE SOCIÉTÉ À SON REPLI

par Włodzimierz Cimoszewicz

Le 4 juin 1989 – le même jour que celui où des étudiants sont morts sur la place Tian'anmen – des élections législatives étaient organisées en Pologne. Pour la première fois, de véritables candidats de l'opposition étaient autorisés à se présenter. L'arrivée de l'opposition au gouvernement a ouvert la voie à des changements historiques dans le pays et au-delà. L'adhésion à l'Union européenne en 2004 s'est accompagnée de vagues d'optimisme et les citoyens ont retrouvé foi en l'avenir. Aujourd'hui en revanche, la Pologne, profondément divisée, peine à relever les défis sociaux et à faire face aux changements survenus au cours des dernières décennies. L'actuel gouvernement représente une véritable menace pour la démocratie.

Suite à plusieurs grèves, le gouvernement avait négocié la tenue des élections de 1989 avec le syndicat Solidarność (Solidarité), qui dirigeait les manifestations. C'était la première fois dans le camp soviétique qu'un gouvernement négociait avec l'opposition et acceptait la possibilité que des représentants de cette dernière entrent au Parlement. Le syndicat a participé aux élections et a recueilli 35 % des suffrages. L'arrivée au pouvoir du gouvernement de coalition dirigé par Solidarność a ouvert la voie à des changements historiques en Pologne, et au-delà.

Le pays a décidé de procéder à des changements radicaux sur les plans politique et économique. La situation économique était désastreuse, et les Polonais étaient prêts à tout. Les attentes étaient élevées et empreintes de naïveté. Presque personne ne réalisait que ces changements auraient des coûts sociaux inévitables.

Sur le plan politique, le système s'est

démocratisé sans trouble aucun. La thérapie économique, par contre, s'est rapidement soldée par des résultats pénibles, sous la forme d'une diminution du PIB et d'une augmentation en flèche du chômage. La privatisation des secteurs gérés par l'État a pris les Polonais par surprise, mais dans le même temps, deux millions de petites entreprises privées ont rapidement été créées. La Pologne s'est résolument tournée vers l'Occident et elle s'est employée à rejoindre l'OTAN et l'UE dans les années qui ont suivi.

Cette année, en 2019, cela fait vingt ans que le pays est membre de l'Alliance militaire, et il est membre de l'Union européenne depuis quinze ans. L'adhésion à ces deux organisations internationales a été soutenue par la majorité de la population. L'économie n'a plus connu de récession depuis trente ans, le taux de chômage d'environ 6 % est très bas et les Polonais vivent beaucoup mieux que par le passé. Le succès de la transformation polonaise n'avait plus été contesté depuis très longtemps.

Pourtant, soudainement, ces dernières années, la situation a changé de façon radicale. Il y a quatre ans, une large part des électeurs a cru dans le slogan « Pologne en ruines » et a confié le pouvoir politique au parti Droit et justice (PiS) de la droite radicale. Depuis lors, élection après élection, le PiS confirme sa puissance et l'opposition démocratique est en mauvaise posture.

Les réformateurs des précédents gouvernements n'ont pas remarqué à temps que l'État était devenu suffisamment riche pour accroître l'aide octroyée aux citoyens plus pauvres. Populisme, démagogie, intolérance et xénophobie se sont immiscés dans la société. Sans nul doute, l'erreur des gouvernements pro-européens précédents a été de ne pas disposer de programme visible et crédible pour le pays, en particulier pour la génération de jeunes instruits, ce qui a mené à l'aliénation de ces groupes d'électeurs. La Pologne est aujourd'hui un pays paralysé de l'intérieur, profondément divisé entre villes et campagnes, riches et pauvres, niveau



| Le 4 juin 2016, une manifestation à Cracovie, en Pologne à l'occasion de l'anniversaire des premières élections libres de 1989.

d'instruction élevé et bas, et personnes très religieuses ou très peu.

Selon les sondages, la démocratie, l'état de droit et les libertés individuelles sont importants pour 30 à 40 % des Polonais, mais ces valeurs ne semblent pas essentielles à une part tout aussi grande de la population. Dans le même temps, la politique a perdu de son intérêt aux yeux de la moitié de la société qui s'en sort bien, au mépris du danger de régression politique. Les hommes et femmes politiques du centre et de la gauche, qui étaient au pouvoir la majeure partie du temps après 1989, sont partis ou ne convainquent plus la majorité. Ceux qui sont restés ont perdu leur enthousiasme d'antan et leur motivation à agir. La droite conservatrice est quant à elle parvenue à toucher une part de la société qui ne se faisait pas entendre auparavant.

Aux élections européennes, le taux de participation a doublé, mais les électeurs ont à nouveau donné la victoire au parti en place. Cette nouvelle victoire résulte en grande partie de transferts sociaux coûteux, de l'utilisation de la télévision publique pour des campagnes de propagande sans précédent – défendant l'Église catholique pourtant empêtrée dans des scandales de pédophilie – et d'un discours anti-LGBT agressif. Les nombreux scandales portant

atteinte à la crédibilité des dirigeants et leur manque évident de professionnalisme dans l'élaboration des lois et la politique étrangère n'ont pas entamé de manière notable le soutien que témoignent les électeurs au parti Droit et justice.

En Pologne comme ailleurs, le contexte plus large des profonds changements géopolitiques, technologiques et culturels à l'échelle mondiale a également son importance. Le rythme, la complexité et l'ampleur de ces bouleversements sont à l'origine d'un sentiment d'incertitude et de confusion. L'effet psychologique des changements à long terme semble avoir poussé de nombreux citoyens à mythifier le passé, au lieu de s'ouvrir à un avenir qui semble de plus en plus incertain.

Nombreux sont ceux qui peinent à s'adapter à ce nouveau mode de vie et qui finissent par chercher de la sécurité dans l'identification avec un esprit de communauté. Et c'est ce que les démagogues sont heureux de leur offrir – mais il s'agit d'une communauté de meute plutôt que d'une communauté de société démocratique. Si l'on ajoute à tout cela les tentatives de manipulation des sociétés démocratiques depuis l'extérieur – avec de l'argent et sur internet – la démocratie et l'intégration européenne semblent très menacées.

Trente ans après les premières élections libres et quinze ans après l'élargissement historique de l'Union européenne, caractérisé par des vagues d'optimisme et la foi dans l'avenir, nous devons aujourd'hui défendre bien plus activement l'Union européenne, et encore plus les valeurs et les principes sur lesquels elle a été fondée.



> AUTEUR

Włodzimierz Cimoszewicz a été Premier ministre polonais de 1996 à la fin de 1997, ministre des Affaires étrangères de 2001 à 2005 et président de la chambre basse du parlement polonais de janvier à octobre 2005.